

## Situation économique de l'Australie – juin 2020

Résumé : Au mois de juin 2020, l'économie australienne a passé le pic de la crise du COVID et se retrouve dans une position plus avantageuse que la majorité des pays du G20. Les entreprises ont largement résisté au choc grâce aux programmes gouvernementaux, le taux de chômage n'a connu qu'une augmentation modérée et la balance commerciale s'est améliorée. Malgré cette bonne tenue, les fondamentaux de l'économie (balance fiscale, population active, sources d'investissement) ont tout de même été fragilisés, ce qui réduit les marges de manœuvre de l'Australie à moyen-terme. Maintenant que le pire est passé, le Gouvernement se tourne vers la sortie de crise et commence à envisager une transition vers des plans de relance, bien que des menaces subsistent en matière de consommation et d'investissement.

L'Australie présente une des meilleures performances du G20 face à la crise

**Relativement aux autres pays du G20, l'Australie entame sa sortie de crise du COVID-19 dans une position particulièrement avantageuse.** Dans ses prévisions de juin, l'OCDE jugeait ainsi que l'Australie devrait voir son PIB baisser de 5% à 6,3% par rapport à l'année dernière, soit le deuxième choc le moins important derrière la Corée du Sud (pour comparaison, selon ces mêmes prévisions, la France devrait perdre entre 11,4% et 14,1%). Le FMI est encore plus optimiste et prévoit -4,5% en 2020 pour l'Australie suivi d'un rebond de 4% en 2021. Ces résultats encourageants sont issus d'une part d'une bonne gouvernance sanitaire et économique, avec l'un des taux d'infection les plus faibles au monde et des mesures de soutien de plus de 13% du PIB, et d'autre part de conditions macroéconomiques et financières favorables avant la crise.

**Au global, le paysage économique australien est relativement épargné.** Si plus des deux tiers des entreprises ont reporté une baisse de leurs revenus d'opération, les faillites restent limitées<sup>1</sup> alors que l'activité est en « hibernation », soutenue par les dépenses du Gouvernement. Ce maintien de l'activité économique se retrouve dans les chiffres du chômage, bien plus encourageants qu'anticipés : ainsi, il ne devrait monter que jusqu'à 8% en septembre (7,1% en mai), soit 3 points de plus que son niveau pré-crise. La balance commerciale australienne est enfin en hausse depuis le début de la crise (+110% en mensuel entre février et avril), alors que les importations ont chuté de manière plus importante que les exportations.

Les fondamentaux de l'économie se sont malgré tout fragilisés

**L'impact du COVID, pour maîtrisé qu'il soit, est très visible.** Le pays est entré dans la crise avec des fondamentaux solides et généralement plus sains que les autres pays développés, mais les finances publiques (i), le marché de l'emploi (ii) et l'investissement (iii) ont subi le choc de la crise de plein fouet :

<sup>1</sup> L'[Australian Bureau of Statistics](#) fournit des commentaires sur le nombre d'entreprises en faillite en mai, mais pas de chiffre exact à la date de publication de cette note.

**(i) Le déficit budgétaire devrait atteindre 5% du PIB pour 2019/2020, alors qu'un excédent était initialement budgété.** La dette brute australienne devrait ainsi grimper jusqu'à 60% en 2024, contre 42% fin 2019. Si le niveau reste plus bas que la majorité des pays développés (et les différentes agences de notation ont maintenu le AAA du pays), les marges de manœuvres australiennes seront réduites à moyen-terme en cas de nouvelle crise.

**(ii) Le marché du travail se contracte, avec une réduction de la population active.** Le taux de participation a ainsi chuté de 3 points depuis mars (-0,7 en mai) et on observe une chute drastique du ratio nombre d'emplois/population depuis le début de la crise (-1,1 point sur le mois de mai, -4 points par rapport à l'année dernière).

**(iii) Les principales sources d'investissement australiennes ont été lourdement impactées par la crise.** Au niveau national, les fonds de retraite, principale source d'investissement du pays en valeur, ont été fragilisés par la baisse des rendements financiers, ainsi que des mesures permettant aux australiens de retirer jusqu'à 20 000 AUD/12 100 EUR de leurs économies. Au niveau international, le Gouvernement a mis en place en urgence un contrôle accru des investissements dans les secteurs stratégiques, ce qui pourrait réduire les IDE à court-terme<sup>2</sup>.

Les perspectives de sortie de crise sont encourageantes mais encore incertaines

**L'Australie se tourne désormais vers la sortie de crise, alors que le pire est passé.** Les différents états australiens ont commencé à relâcher les restrictions économiques. Cependant, au niveau international le Gouvernement reste prudent afin d'éviter une deuxième vague, et il est probable que l'Australie n'ouvre pas ses frontières extérieures avant fin 2020-début 2021 (à l'exception d'une potentielle bulle avec la Nouvelle-Zélande et/ou le Pacifique Sud)<sup>3</sup>. **Au niveau fiscal, les aides du Gouvernement vont être éliminées progressivement jusqu'à fin septembre, et être probablement remplacés par un plan de relance<sup>4</sup>.** Le Premier Ministre Scott Morrison a déclaré que des soutiens ciblés seront envisagés pour les industries et territoires les plus touchés (tourisme notamment). Des investissements sont enfin à prévoir dans les secteurs forts de l'économie (industrie minière, construction et infrastructures, etc.) afin de favoriser l'emploi.

**Trois menaces planent cependant encore sur la sortie de crise.** Premièrement, la croissance de la population et des salaires a été proche de 0 pendant la crise, ce qui pèse déjà sur la consommation. Si les ventes de détail ont repris suite au relâchement des restrictions, les chiffres préliminaires de juin montrent que la consommation reste largement en-dessous des niveaux pré-pandémie. Deuxièmement, l'abandon, même progressif, du programme *Jobkeeper* risque de mettre en danger un nombre important d'emplois alors que plus de 700 000 entreprises l'utilisent. Troisièmement, la relation politique avec la Chine (premier partenaire de l'Australie) s'est lourdement dégradée, ce qui risque de peser sur les échanges et investissements. Sur ce dernier point l'Australie a indiqué à plusieurs reprises sa volonté d'augmenter son indépendance de la Chine et de diversifier ses partenaires internationaux.

<sup>2</sup> Une réforme plus pérenne de ce système est prévue pour la fin de l'année, avec pour but de notamment de faciliter le processus d'investissements considérés comme non-stratégiques.

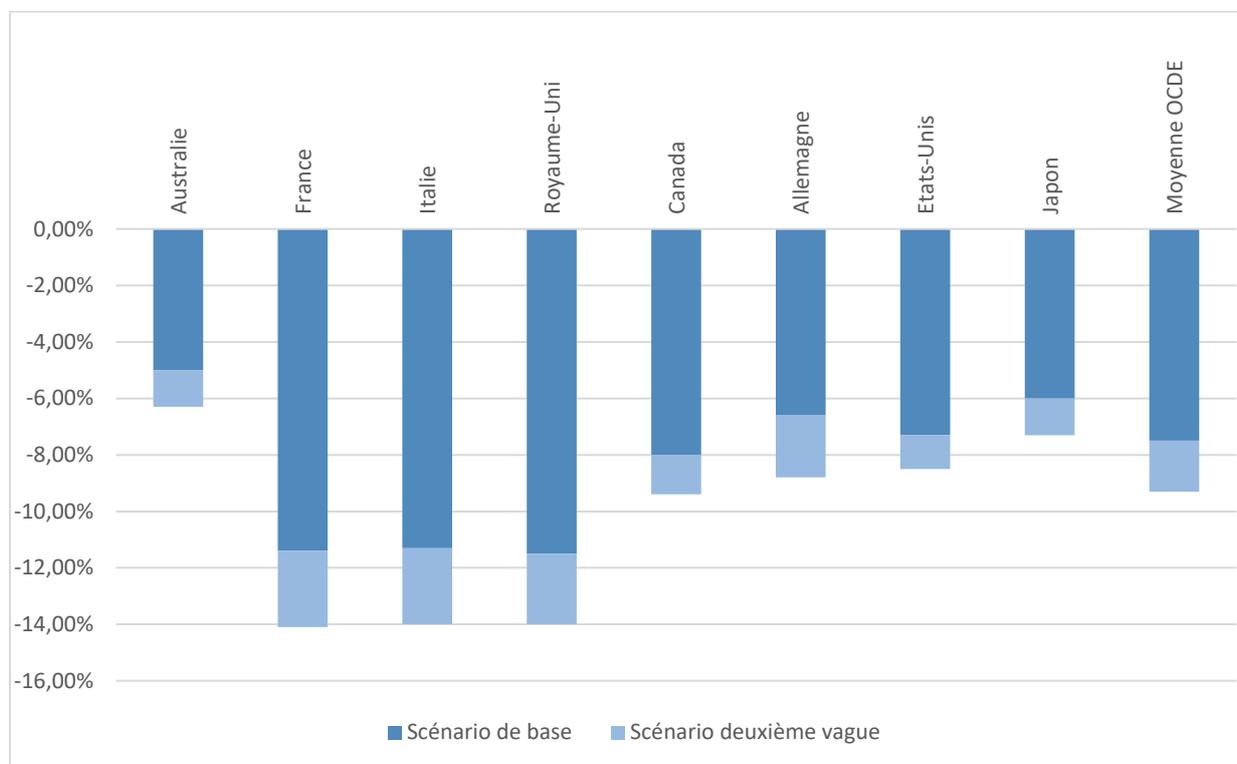
<sup>3</sup> ABC, [Australian borders likely to stay closed until next year](#), Tourism Minister says, 17 juin 2020

<sup>4</sup> Les détails d'un éventuel plan de relance n'ont pour l'heure pas été annoncés.

ANNEXE

**A. IMPACT DE LA CRISE SUR L'ACTIVITE**

PREVISIONS DE CROISSANCE 2020 DE L'AUSTRALIE ET DES PAYS DU G7 (OCDE)



Source : [OCDE](#), 2020

COMPOSANTES DU PIB AU T1 2020 (%)

	Variation T-1	Variation T-4	Contribution variation T-1
<b>Consommation</b>	-1,1	-0,2	-0,6
<b>FBCF</b>	-0,8	-2,4	-0,2
<b>Dépenses publiques hors investissements</b>	1,8	6,2	0,3
<b>Exportations</b>	-3,5	-2,0	-0,8
<b>Importations</b>	-6,2	-7,7	1,3

Source : [ABS](#), 2020

## B. IMPACT DE LA CRISE SUR LA POSITION EXTERIEURE DE L'AUSTRALIE

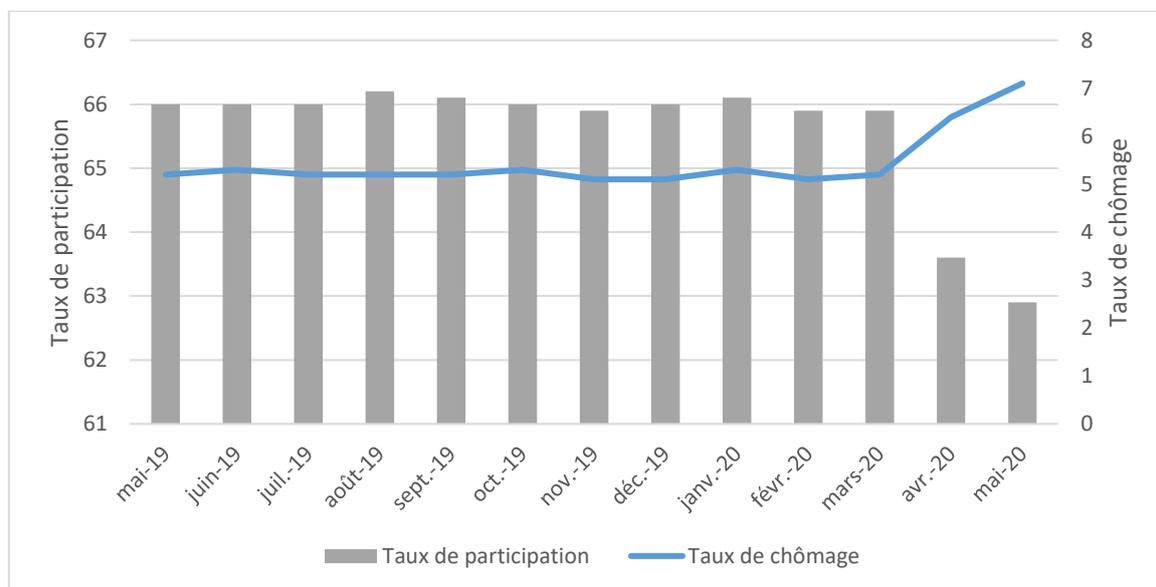
EXPORTATIONS, IMPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE (M AUD, BIENS ET SERVICES, MENSUEL)



Source : [ABS](#), 2020

## C. IMPACT DE LA CRISE SUR LES MENAGES

MARCHE DU TRAVAIL : TAUX DE PARTICIPATION ET DE CHÔMAGE (%) – MAI 2020



Source : [ABS](#), 2020